

Ayang Eric¹, Dr. Alhadj Malloum² and Tchaltouang³¹ Universite de Bamenda*Received: 12 December 2019 Accepted: 4 January 2020 Published: 15 January 2020*

Abstract

This paper aims to examine the short and long-term effects of the prevention policy on crimes in Sub-Saharan Africa over the period of time ranging from 1985-2018. We used an estimated model of panel data by the fish regression method. The results showed that an increase in government expenditures on education led to a decrease in crime in Sub-Saharan Africa. Otherwise, we also found out that the increase in defense forces led to a slight increase in the crime rate in Sub-Saharan Africa. This work has therefore shown us that the long-term prevention policy is more effective than the shortterm prevention policy.

Index terms— crime, government policy, long-term prevention, short-term prevention.

1 Introduction

u cours de ces trente (30) dernières années, l'Afrique sub-saharienne a vu s'accroître considérablement son taux d'homicide, avec d'énormes écarts entre les pays. Selon l'Office des Nations Unies pour la lutte contre la Drogue et le Crime (ONUDC) cet écart évolue de 2 homicides par 100 000 habitants au Niger à 33 par 100 000 homicides en Afrique du Sud. Cette situation pourrait s'expliquer par la montée en flèche de la violence.

De nos jours, la réflexion sur les moyens de faire face à ce phénomène de criminalité est au coeur des principales préoccupations de plusieurs pays et organisations mondiales, entre autres, les pays de l'Afrique sub-saharienne et l'ONUDC.

En allant dans le même ordre d'idée, le précurseur de la théorie économique du crime, Becker (1968) focalise ses travaux sur les politiques de lutte contre le crime, il cherche un équilibre entre la dissuasion et la répression. Selon Becker, « plus la dépense en policiers, personnel de justice et équipement spécialisé est importante, plus il est facile de découvrir les offenses et de condamner les criminels ».

De même, Ehrlich (1973) étudie le choix individuel de l'activité criminelle en prenant en compte les politiques de lutte contre le crime et d'auteurs facteurs. Dans le prolongement des travaux de Becker, Ehrlich pense que la dissuasion et la répression peuvent diminuer la criminalité dans un pays.

La littérature propose plusieurs politiques de lutte contre la criminalité parmi lesquelles: la politique publique basée sur la répression, la dissuasion et la prévention; la politique publique de la répression se résume généralement à la sanction. La politique publique basée sur la dissuasion quant à elle consiste à détourner un criminel de la résolution de commettre un crime. Pourtant, la politique publique basée sur la prévention consiste à empêcher le crime.

Plusieurs travaux soutiennent que l'augmentation des forces de police (considérée comme une politique publique basée sur la prévention et la dissuasion) a un effet négatif sur la criminalité, Becker (1968), Levitt (1996), Machin et Olivier Marie (2005), etc.; Par contre, d'autres pensent que le contrôle des ventes d'armes (considéré comme une politique de prévention) dans les zones où il existe un stock important va permettre de réduire la criminalité, Kovandzic et Al. (2008), Ehrlich (2010), etc.; une autre catégorie de travaux trouve plutôt qu'il faut rendre les peines de prison plus légères (considérées comme politique basée sur la répression et la dissuasion), car plus la peine de prison est lourde plus la criminalité augmente, Chen et Shapiro (2002), Yeh (2010), etc.

Ainsi, plusieurs auteurs ont proposé des solutions contre le crime violent. Certains ont proposé des solutions en faveur de la répression Becker (1968), Ehrlich (1973), etc. D'autres ont suggéré des solutions en faveur de dissuasion Usher (1997), Lochner et Moretti (2004), etc. D'autres par contre ont proposé des solutions beaucoup plus pacifiques comme la prévention Azam (1995), Azam et Al. (1996), etc. En ce qui concerne la politique de prévention, elle est de deux sortes : premièrement, la politique qui est appliquée au moment même de l'infraction (présence policière, alarmes, vidéosurveillance, etc.). Cette politique est souvent qualifiée de « prévention à

court terme ». Deuxièmement, la politique qui s'attaque aux causes profondes de la criminalité (encourage la scolarisation, lutte contre la pauvreté, etc.), elle est qualifiée de « prévention à long terme ».

Il est évident que pour un pays la prévention peut-être la meilleure politique de lutte contre la criminalité. Si c'est le cas, une question fondamentale se pose: Faut-il appliquer la prévention à court terme ou la prévention à long terme? En d'autres termes, entre la prévention à court terme et la prévention à long terme, quel est le meilleur moyen de faire face à la criminalité?

Ainsi, plutôt que de s'intéresser à la politique répression ou à la politique de dissuasion, nous nous intéressons plutôt à la politique de prévention de la criminalité. Par ailleurs, la plupart des études qui se sont intéressées à cette question, posent le problème des conflits (Snyder et Bhavnani, 2005; Burgoon, 2006; Van de Walle, 1996; etc.).

Ce travail se démarque des travaux cités plus haut dans la mesure où nous considérons la question d'utilisation des forces de l'ordre (prévention à court terme) et des ressources publiques d'éducation (prévention à long terme) dans la lutte contre la criminalité. Par conséquent, cette étude contribue à enrichir la littérature empirique sur les politiques publiques de lutte contre la criminalité.

Après cette introduction, cet article est organisé de la manière suivante. La deuxième section présente les canaux d'influence des dépenses d'éducation sur la criminalité. La troisième section esquisse la méthodologie. La quatrième section présente et analyse les résultats. La cinquième section conclut et formule quelques recommandations de politiques économiques.

2 II.

3 Définition de la Notion de Criminalité

La notion de la criminalité, même si elle semble évidente pour tous, mérite d'être démêlée davantage. Dans son entendement juridique, « la criminalité est un ensemble des infractions à la loi pénale commises pendant une période de référence (en général l'année) dans un pays déterminé » 1 Il existe plusieurs types d'activité illégale ou infraction : les contraventions, les délits et le crime. Toutes ces activités illégales ne peuvent pas être développées au même moment, car c'est un champ . De plus, selon Milton Keynes « la criminalité est essentiellement un comportement qui viole le droit pénal d'un Etat, par conséquent, assujetti à une forme de sanction pénale » (CRIMPREV 2009). Par ailleurs, pour l'économiste, la criminalité est un concept très large qui regroupe tous les comportements intégrant toutes les activités illégales dont un individu puisse avoir à répondre en justice. 1 Selon le lexique des termes juridiques, 13 e édition, Dalloz. très vaste. Selon le lexique des termes juridiques, une contravention est une infraction la moins grave sanctionnée de peines contraventionnelles (une amende). Un délit quant à lui est une infraction dont l'auteur est punissable d'une peine correctionnelle (emprisonnement). Le crime, considéré comme le plus grave de toutes les infractions est défini comme « infraction du droit commun ou infraction politique, sanctionnée, pour les personnes physiques, de la réclusion ou ??e Les graphiques 1, 2, 3 et 4 donnent les filtres de Prescott du taux de criminalité des pays de l'Afrique Sub-saharienne. L'observation importante à faire ici est que les pays de l'Afrique Australe (Afrique du Sud, Namibie, Botswana, etc) ont un taux de criminalité plus élevé que les pays de l'Afrique Centrale (Cameroun, Tchad, Gabon, etc.), de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Nigeria, Burkina Faso, etc.) et de l'Afrique de l'Est (Burundi, Soudan du Sud, etc.).

IV.

4 Methodologie a) Modèle

Pour montrer l'effet des dépenses publiques d'éducation sur la criminalité en Afrique sub-saharienne nous utilisons le modèle empirique inspiré ??e Vaillant et Dervaux (2011). Ce modèle est défini à partir du cadre théorique, basé sur Becker (1968) et ??hrlich (1973). La version compacte du modèle est donnée par l'équation (1):??????????

$$??,?? = ?? 0 + ?? 1 ?????????? ??,?? + ?? . ?? ??,?? + ?? ??,??(1)$$

$$???????????? ??,?? = ?? 0 + ?? 1 ?????????????????? ??,?? + ?? . ?? ??,?? + ?? ??,??$$

CRIME it capture le taux de criminalité dans le pays i à la période t. Suivant Smriti V.

5 Résultats et Discussion

Les résultats de la régression de notre modèle sont présentés dans le tableau 2 suivant: Selon la colonne (2) du tableau 2, le nombre d'agent de police (Nbrepol iy) a un effet positif et statistiquement significatif sur le taux de criminalité en Afrique Sub-saharienne. Toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation d'une unité du nombre de policier conduit à une augmentation du taux de criminalité de 0.000014 en Afrique Sub-saharienne. Ce résultat confirme les travaux de Levitt et Miles (2007), pour lui l'augmentation du nombre des forces de l'ordre réduit le taux de criminalité.

Par contre, les résultats montrent également que le coefficient associé à la variable population jeune (Pjeu it) a un effet positif sur le taux d'homicide en Afrique Sub-saharienne. En d'autres termes, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation d'une unité de la population jeune entraine une augmentation du taux de criminalité de 3.37e-08 point en Afrique Sub-saharienne. Ce résultat rejoint les travaux de Deadman (2000); Foresight Directorate (2000b), pour eux, la démographie est un déterminant très significatif de la criminalité.

6 VI. Conclusion et Recommandations de Politiques Economiques

Dans ce papier nous avons analysé les effets de la politique de prévention à court terme (augmentation du nombre de policiers) et à long terme (l'augmentation des dépenses publiques d'éducation) sur la criminalité en Afrique Sub-saharienne. Les investigations empiriques menées, nous ont amené à utiliser les données de panel estimées par les méthodes de poisson. Des différentes estimations, il ressort qu'en Afrique Sub-saharienne, l'augmentation des dépenses publiques d'éducation a un effet négatif et statistiquement significatif sur la criminalité, mais par contre, l'augmentation du nombre de policiers a un effet positif et statistiquement significatif sur la criminalité. Ces résultats nous montrent que la politique de prévention à long terme est plus efficace que la politique de prévention à court terme. Par ailleurs, d'autres études effectuées dans d'autres contextes montrent que l'augmentation des forces de police est un moyen efficace pour combattre le crime Levitt et Miles (2007). Mais dans le contexte de l'Afrique Sub-saharienne on constate que l'augmentation des forces de l'ordre entraine une hausse le taux de criminalité, ceci pourrait s'expliquer par la forte répression des forces de l'ordre. Ce résultat corrobore les travaux de Beccaria (1764). Pour lui, plus la répression est forte plus le taux de criminalité augmente.

Ainsi, la principale recommandation de politiques économiques formulée est la suivante: les autorités politiques des pays de l'Afrique Sub-saharienne doivent plus adopter la politique de prévention à long terme, c'est-à-dire mettre plus l'accent sur les dépenses publiques d'éducation et modérer les dépenses liées au recrutement des forces de police.

33. ??an¹

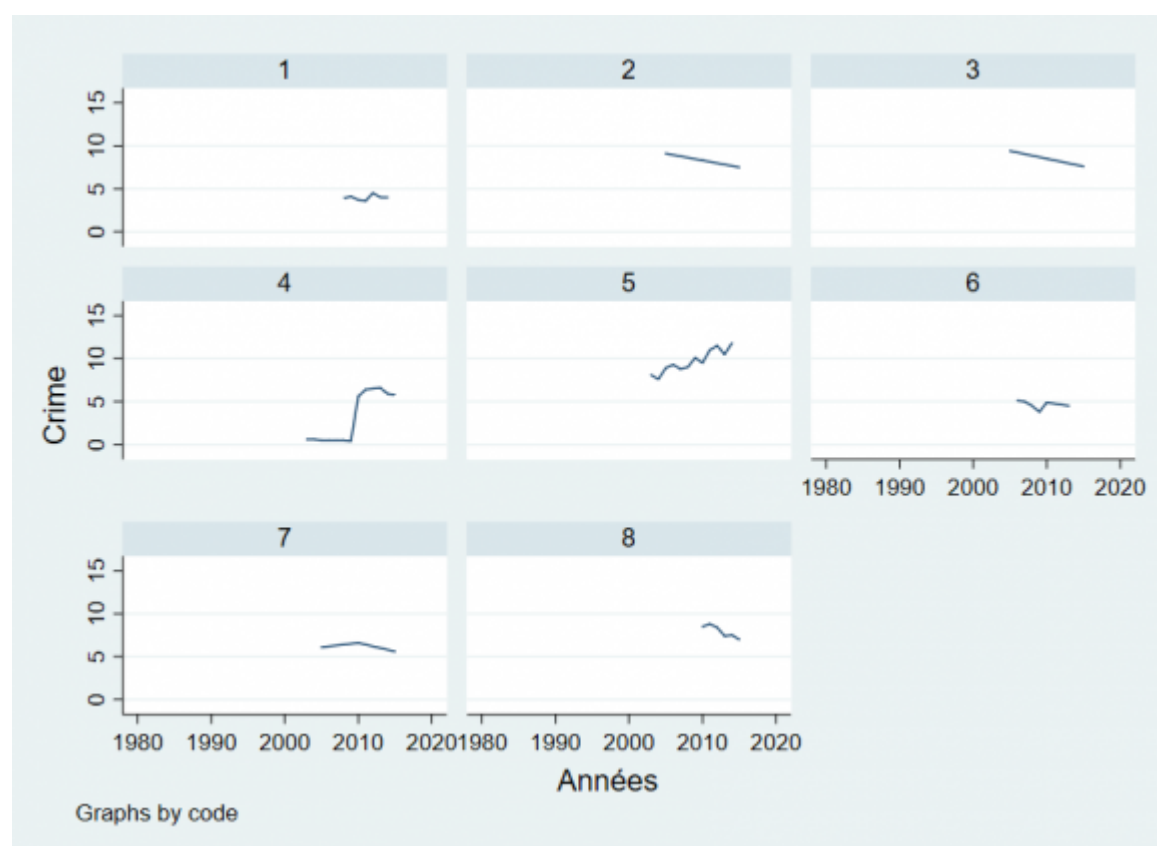


Figure 1:

¹© 2020 Global Journals Les Politiques De Préventions Et La Criminalité En Afrique Sub-Saharienne

6 VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES ECONOMIQUES

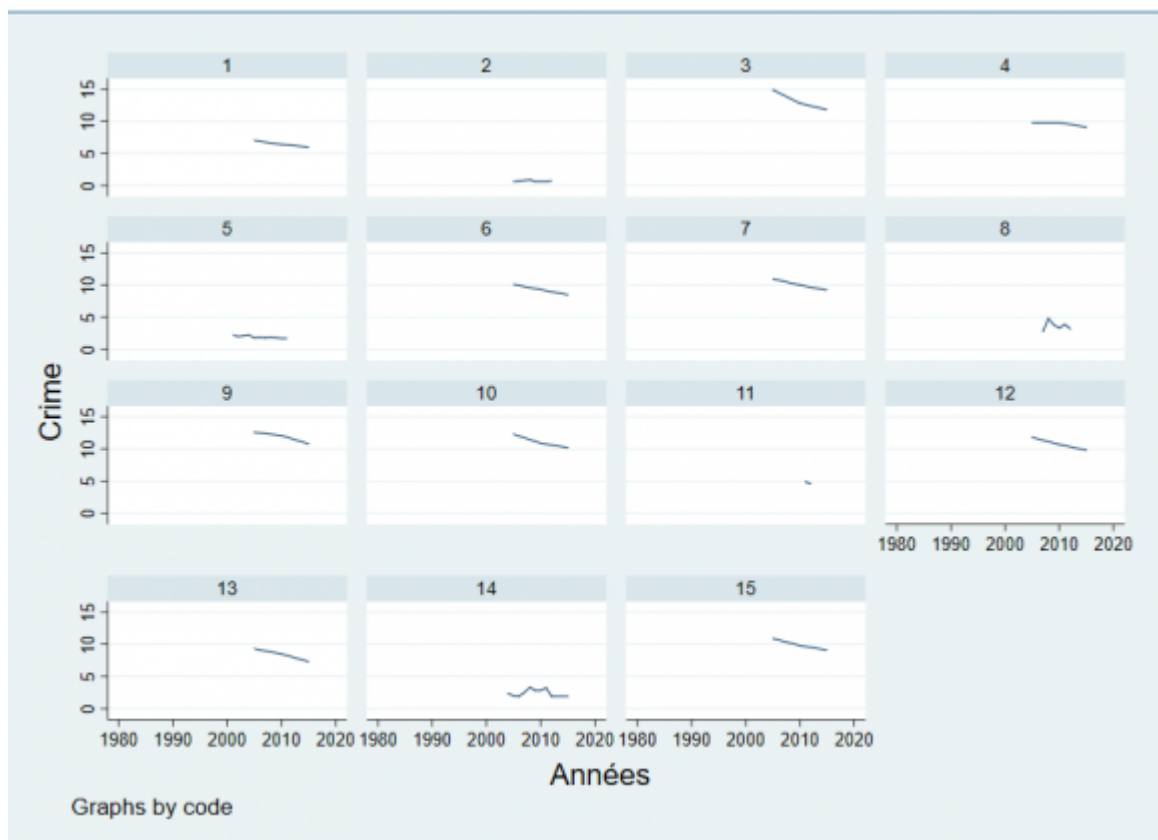


Figure 2:

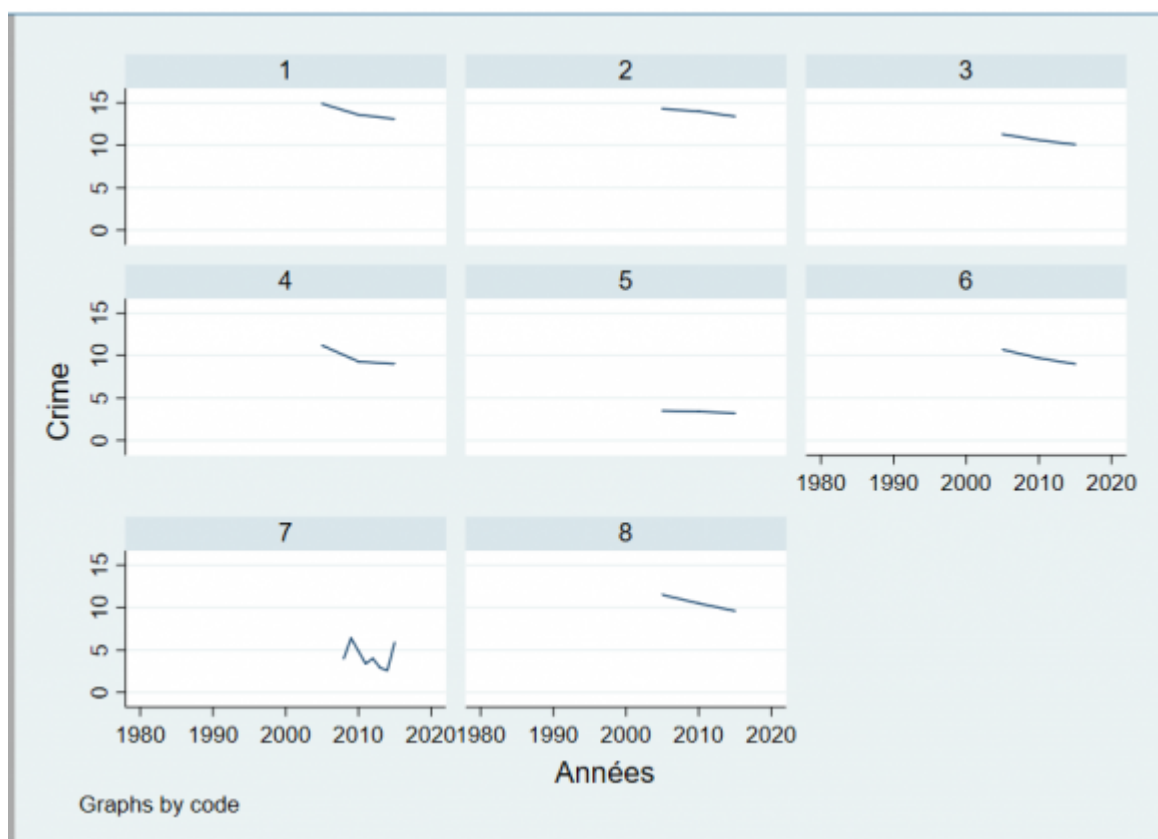


Figure 3:



Figure 4:

voire d'une la détention à perpétuité ou à temps, complémentaires... » 2 . d'amende et de peines

Ainsi, dans ce travail, le terme « criminalité » pourrait être défini selon son acception économique, c'est-à

III. La Situation de la Criminalité en Afrique Sub-saharienne

Figure 5:

6 VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES ECONOMIQUES

Tableau 1: Descriptions des variables

Variable	Description	Source
Crime it	Taux d'homicide intentionnel pour 100 000 à la date t du pays i.	World Development Indicators, World Bank.
Txal it	Taux d'alphabétisation des adultes à la date t du pays i (15 ans et plus), en pourcentage	World Development Indicators, World Bank.
Pjeu it	La population active totale à la date t du pays i. Elle comprend les personnes âgées de 15 ans et plus	World Development Indicators, World Bank.
Gini it	Inégalité de revenu entre les individus ou les ménages à la date t du pays i.	World Development Indicators, World Bank.
PIBhab it	PIB par habitant à la date t du pays i, en dollars courants	World Development Indicators, World Bank.
Cho it	Le taux de chômage à la date t du pays i.	World Development Indicators, World Bank.
Dpube it	Dépenses publiques d'éducation à la date t du pays i, en dollars courants	World Development Indicators, World Bank.

[Note: S. (2014) le taux de criminalité est approximé par le taux d'homicide pour 100000 habitants. X représente la matrice des variables de contrôle constituée du chômage (Cho it) mesurée par le taux de chômage (Martin A. Andresen, 2012). Waller (1991) criminalité]

Figure 6:

Les Politiques De Préventions Et La Criminalité En Afrique Sub-Saharienne
présente la corrélation entre le taux de chômage et la Gini it 0.0125995

	(0.474)
pibhab it	-
	0.0000543
	(0.566)
Pjeu it	1.72e-
	08
	(0.269)
dpube it	-
	0.1382394
	(0.005)*
Nbrepol it	
Wald Chi2	333.09
	(0.0000)

*significatif à 1%; ** significatif à 5% ; *** significatif à 10%

Source: Auteurs La colonne (1) du tableau 2 présente les résultats de l'Concrètement, toutes choses étant égales

0.081 point en Afrique Sub-saharienne. Ce résultat confirme les travaux de Cerro et Meloni (2000), Martin A
Tableau 2: Effet de la prévention sur la criminalité en Afrique Sub-saharienne Andresen (2012) et Nabeela K

Variable expliquée: Crime

	(1)
Estimateur de poisson	
C	0.8937328
	(0.192)
Cho it	0.0810489
	(0.001)*
Txal it	0.0096718
	(0.113)

30
Volume XX Issue II Version I
E)
(

Figure 8:

-
- [Brian et al. ()] ‘Are Idle Hands the Devil’s Workshop? Incapacitation, Concentration, and Juvenile Crime’. A Brian , Jacob , L Lefgren . *The American Economic Review* 2003. 93 (5) p. .
- [Crimprev ()] *Aspects de la déviance*, Crimprev . 2009. de la et de la prévention en Europe. Rapport de la Conférence Finale -WP8 ICCCR -Open University
- [Smriti ()] ‘Caste-based crimes and economic status: Evidence from India’. S Smriti . *Journal of Comparative Economics* 2014.
- [Yeh ()] ‘Cost-benefit analysis of reducing crime through electronic monitoring of parolees and probationers’. Stuart S Yeh . *Journal of Criminal Justice* 2010. 38 (5) p. .
- [Stephen and Marie ()] *crime and police resources: The street crime initiative. CEP Discussion Papers dp0680*, Machin Stephen , Olivier Marie . 2005. Center for Economic Performance, LSE
- [Becker ()] ‘Crime and Punishment: an Economic Approach’. G Becker . *Journal of Political Economy* 1968. 76 p. .
- [Snyder and Bhavnani ()] ‘Diamonds, blood, and taxes: A revenue-centered framework for explaining political order’. R Snyder , R Bhavnani . *Journal of Conflict Resolution* 2005. 49 (4) p. .
- [Chen and Shapiro ()] *Does prison Harden inmates? A discontinuity-based Approach*, M K Chen , J M Shapiro . 2002. (Working paper)
- [Ana et al. ()] ‘Déterminants du taux de criminalité en Argentine dans les années 90’. M Ana , O Cerro , Meloni . *Département d’économie*, 2000. 27 p. . Université du Chili
- [Lochner ()] *Education and crime*, L Lochner . 2010. Elsevier Ltd. All rights reserved.
- [Jonck et al. ()] ‘Education and crime engagement in South Africa: Anational and provincial perspective’. Petronella Jonck , Anne Goujon , Maria Rita Testa , John Kandala . *International Journal of Educational Development* 2015.
- [Levitt et al. ()] *Empirical study of criminal punishment. Handbook of law and economics 1*, D Levitt , Steven , J Thomas , Miles . 2007. p. .
- [Tomislav et al. ()] *Estimating the causal effet of gun prevalence on homicide rates : a local average treatment effect approach*, V Tomislav , Kovandzic , E Mark , G Schaffer , Kleck . 2008. (IZA Discussion Paper No. 3589)
- [Deadman ()] *Forecasting residential burglary*, D Deadman . 2000. (Document inédit)
- [Azam ()] ‘How to Pay for Peace? A Theoretical Framework with References to African Countries’. J P Azam . *Public Choice* 1995. 83 p. .
- [Kelly ()] ‘Inequality and Crime. the’. M Kelly . *Review of Economics and Statistics* 2000. 82 (4) p. .
- [Fajnzylber et al. ()] ‘Inequality and violent crime’. P Fajnzylber , D Lederman , N Loayza . *J. Law Econ* 2002. 45 p. .
- [Fajnzylber et al. ()] ‘inequality and violent crime’. Pablo Fajnzylber , Daniel Lederman , Norman Loayza . *Journal of Law and Economics* 2015. April 2002. 45 (1) p. .
- [Vaillant and Dervaux ()] *La dissuasion des homicides volontaires : Une analyse économétrique sur données de panel françaises*, N Vaillant , B Dervaux . hal- 00662146. 2011. HAL. (Post-Print)
- [Beatton et al. ()] ‘Larrikin Youth: Crime and Queensland’s Earning or Learning Reform’. Tony Beatton , Michael P Kidd , Stephen Machin , Dipanwita Sarkar . 10.1016/j.labeco.2017.11.003. *Labour Economics* 2017.
- [Awad ()] *Les déterminants du taux de criminalité. Évidences empiriques des Etats-Unis*, Georges Awad . 1988. (Mémoire de maîtrise)
- [Beccaria ()] *On crime and punishments. traduit par H*, C Beccaria . 1764. Paolucci, Indianapolis: Bobbs-Merrill.
- [Ehrlich ()] *On the relation between education and crime. in: Education, income and human behavior, (sous la dir. de)*, I Ehrlich . 1975. New-York, McGraw-Hill: JUSTER F.T.
- [Burgoon ()] ‘On welfare and terror: Social welfare strife: A compara-policies and politicaleconomic roots of terrorism’. B Burgoon . *Journal Political Science of Conflict Resolution* 2006. 50 (2) p. .
- [Azam et al. ()] ‘Risque politique et croissance en Afrique’. J P Azam , J C Berthélémy , S Calipel . *Revue Economique* 1996. 47 (3) p. .
- [Lochner and Moretti ()] ‘The effect of education on crime: evidence from prison inmates, arrests, and self-reports’. L Lochner , E Moretti . *American Economic Review* 2004. p. 94.
- [Levitt and Steven ()] ‘The effect of prison population Size on crime rates: Evidence from prison Overcrowding litigation’. D Levitt , Steven . *Quarterly Journal of Economics* 1996. 111 (2) p. .
- [Ehrlich ()] ‘The Market Model of Crime: A short Review and New Directions’. I Ehrlich . *The handbook on the Economics*, B L Benson, P R Zimmerman (ed.) 2010. 92 p. .

6 VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES ECONOMIQUES

- 179 [Khan et al. ()] ‘The Socio-Economic Determinants of Crime in Pakistan: New Evidence on an Old Debate’.
180 Nabeela Khan , Junaid Ahmed , Muhammad Nawaz , Khalid Zaman . *Arab Economics And Business Journal*
181 2015. 2015. 10 p. .
- 182 [Directorate ()] ‘Turning the corner’. Foresight Directorate . *Crime Prevention Panel*, (Londres, Angleterre)
183 2000b. Department of Trade and Technology
- 184 [Andresen ()] ‘unemployment and crime: A neighborhood level panel data approach’. Martin A Andresen . *Social*
185 *Science Research* 2012.
- 186 [Saridakis ()] *Violent crimes in the United States of America: A time series analysis between 1960-2000*, G
187 Saridakis . 2004. (Discussion Papers in Economics 03/14)